Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Fier-e-s-d-etre-communistes,27

Fier(e)s d'être communistes

- S'organiser... - 33eme Congrès du PCF - Base commune -

Date de mise en ligne : lundi 2 janvier 2006

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

I - POURQUOI PROPOSER UNE AUTRE BASE COMMUNE À CE 33e CONGRÈS ?

Le Parti communiste français est à la croisée des chemins. Soit il poursuit son redressement sur la voie ouverte aux élections régionales de 2004 et pendant la bataille du référendum, soit il replonge dans une politique d'union au sommet, désastreuse comme en 1997.

Au 32e congrès, deux textes alternatifs ont recueilli 45 % des voix des adhérents du PCF. Il s'agissait alors de contester de manière radicale la mutation réformiste engagée au congrès de Martigues, en 2000. Ce 32e congrès s'est tenu sous le choc du désastre de l'élection présidentielle de 2002.

Trois ans plus tard, le Parti communiste français n'a pas encore tiré tous les enseignements de la période 1997-2002 et de sa participation au gouvernement Jospin. Il est tiraillé entre deux directions opposées :

- Poursuivre son glissement, son enfermement politique et institutionnel qui l'éloigne de la lutte des classes et des milieux populaires, qui le condamnent à vivre perpétuellement à la remorque du Parti socialiste et qui lui font perdre, peu à peu, sa crédibilité, son identité révolutionnaire.
- Se ressaisir sur sa base contestataire, son ancrage populaire, son engagement dans le combat de classe et l'affirmation de son identité, sur sa capacité à rassembler dans les combats quotidiens comme à plus long terme.

Ce tiraillement a été particulièrement perceptible lors des élections régionales de 2004. À une stratégie d'effacement de l'identité communiste et d'union avec le Parti socialiste dès le premier tour, souhaitée par la direction nationale du PCF, des cadres et des militants ont opposé la volonté de défendre l'identité communiste.

Il en est résulté un flou stratégique. Mais les résultats ont donné raison au Nord-Pas-de-Calais, à la Picardie, l'Auvergne et l'Île-de-France, à la satisfaction générale des communistes.
Le même débat reprend pour savoir s'il est judicieux ou non de présenter des candidats communistes aux élections présidentielles et législatives prochaines. Des responsables communistes participent à des réunions visant à promouvoir une candidature unique pour l'ensemble de « la gauche de la gauche ».

Pire, les « forums » sont érigés en instance de décision pour déterminer la stratégie, les choix politiques des présidentielles et des législatives. Les communistes peuvent faire des propositions, mais les décisions concernant leur parti leur échappent. En fait, la raison d'être des forums, c'est de cautionner des accords de sommet. Le but avoué est de recomposer la gauche autour du Parti socialiste et d'élaborer un nouveau « programme commun ». Les 15 millions de Français qui ont manifesté leur colère, leur mécontentement, leur rejet du capitalisme, le 29 mai 2005 ne s'y retrouveront pas. Le forum national de Villepinte, le samedi 26 novembre 2005, a non seulement été un échec, mais il a montré de façon arrogante la prétention du Parti socialiste à imposer ses choix sans discussion.

Ce projet de base commune propose de rompre définitivement avec la mutation réformiste confirmée au 32e congrès. Cette mutation a conduit le Parti communiste français à s'enfermer dans un système politique à bout de souffle et à privilégier l'activité institutionnelle au détriment de l'action de terrain, dans les luttes. Elle l'a désorganisé, notamment en mettant en cause l'existence des cellules, au coeur des réalités populaires, lieux du débat simple et franc entre les communistes, loin des effets de tribune. Elle l'a amené à adopter des points de vue opposés à ses conceptions révolutionnaires, en affirmant, par exemple, pendant la période du gouvernement Jospin, que les privatisations pouvaient constituer « un ballon d'oxygène » pour l'économie. Ainsi, des dirigeants communistes, dans ce gouvernement, ont jugé que l'ouverture du capital d'entreprises publiques au secteur financier et capitalistique, par exemple Air France, s'inscrivait dans une démarche de « modernité ».

Copyright © Le Vénissian

Ce projet de base commune a pour ambition de promouvoir la portée contestataire et émancipatrice du Parti communiste, la nécessité d'affirmer son identité, son originalité, ses oppositions radicales, ses idées ainsi que sa conception d'une nouvelle République et d'une société communiste dans toutes les actions populaires comme dans toutes les élections.

II - PRÉAMBULE

La victoire du non au référendum ouvre la voie à un rassemblement majoritaire du peuple de France pour combattre le capitalisme. Le Parti communiste français a un rôle décisif à jouer pour présenter une perspective de transformation révolutionnaire de la société.

Le 29 mai 2005 constitue un tournant dans l'histoire récente de notre pays. En votant non à la constitution européenne, 15 millions de Français ont censuré trente ans d'une vie politique qui n'a rien apporté de bon aux familles populaires et à la France. Notre peuple a censuré un capitalisme qui n'enrichit que les riches et appauvrit les pauvres. Le 29 mai, nous avons vécu le rassemblement majoritaire de 15 millions de Français qui en ont assez des injustices, de la misère, du mal vivre, du délabrement de notre économie, de nos industries, de nos services publics, de nos institutions publiques. Nous pensons que toute notre action politique
doit porter les exigences populaires exprimées ce 29 mai. La force du changement est là et bien là. S'il y a une raison de faire un 33e congrès du Parti communiste français, c'est bien celle-là.

Notre combat fondamental, c'est le combat contre le capitalisme. Notre objectif, c'est de renverser sa domination et d'édifier une nouvelle République sociale autogestionnaire ou République socialiste.

Le renversement du capitalisme ouvre le processus conduisant à une société communiste. Il s'agit de conquérir le pouvoir d'État par la voie démocratique, mais aussi le pouvoir dans les entreprises, le pouvoir dans les domaines économiques et financiers. Deux siècles après l'instauration de la République, il faut conquérir de nouvelles bastilles, celles du capital, faire entrer la République et la démocratie dans les usines et les bureaux. La classe ouvrière, les salariés, le peuple sont les forces motrices de cette nouvelle révolution.

Nous militons pour le renforcement du Parti communiste français en nombre d'adhérents, en poids électoral, en capacité de réflexion, de création et d'action. Dans l'esprit du siècle des Lumières, le Parti communiste doit jouer un rôle d'éclaireur, reprendre le flambeau de la contestation radicale de la société, de la révolution. Au coeur de la culture républicaine issue de la Révolution française, il doit renforcer son ancrage dans les institutions pour les transformer et en même temps gagner en autonomie : brandir et conjuguer
ensemble drapeau rouge et drapeau tricolore. Dans le prolongement des grandes luttes ouvrières démocratiques et intellectuelles, il doit reprendre le flambeau de l'internationalisme, militer pour le rassemblement de toutes les forces communistes et progressistes dans le monde, contribuer à donner un nouveau souffle au mouvement communiste.

suite dans la rubrique "fier d'être communistes"

Copyright © Le Vénissian